

ERASMUS+

La construction européenne
Les élections européennes

Les symboles
Les valeurs

Les grands hommes qui ont fait l'Europe

Les institutions européennes

Sans
UNIS EN EUROPE
2018-20

Table de matières

Introduction

- 3 Le projet ERASMUS+ 2018-20 "Unis en Europe" travaille sur l'UE

RENCONTRE EN ITALIE

- 5 La construction européenne

RENCONTRE EN IRLANDE

- 24 Les élections européennes

RENCONTRE AU PORTUGAL

- .. Les symboles européens

RENCONTRE EN ESPAGNE

- .. Les valeurs pour l'Europe

RENCONTRE EN POLOGNE

- .. Les grands hommes qui ont fait l'Europe

RENCONTRE EN ALLEMAGNE

- .. Les institutions européennes

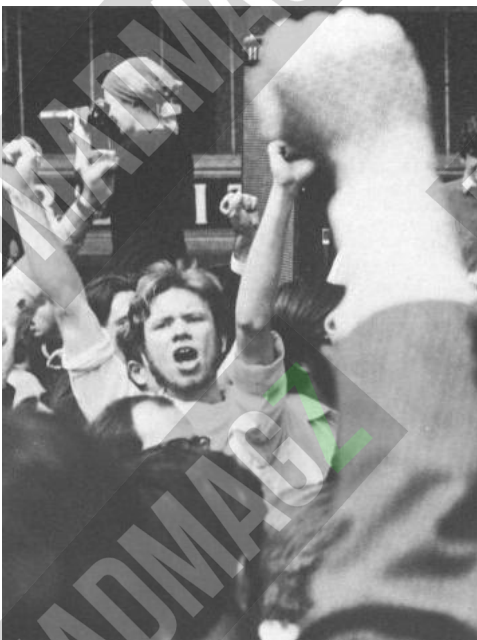


Le début de l'UE: les pays fondateurs

Depuis la Seconde guerre mondiale, l'Europe est détruite, en ruines, et beaucoup de gens sont morts. Il faut tout reconstruire et surtout il faut éviter que le même scénario ne se reproduise. Le problème principal réside dans la relation entre la France et l'Allemagne, qui sont ennemis 'chroniques'. L'objectif principal sera donc de créer un lien durable entre ces deux pays. Quelques hommes politiques comme Alcide de Gasperi et Konrad Adenauer comprennent finalement que seulement la collaboration mutuelle sera la solution et ils commencent à poursuivre le projet d'une Europe finalement unie. **Robert Schuman**, ministre français des Affaires étrangères, propose la création de la CECA devant l'Assemblée Nationale réunie dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, à Paris.

C'est le 9 mai 1950. Il déclare : « *L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble. Elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait.* » Signé à Paris le 18 avril 1951, **le traité de Paris** instituant la **Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)** a été conclu pour 50 ans. Par ce traité, les six pays fondateurs (la France, l'Allemagne de l'ouest, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande et l'Italie) mettent en oeuvre une forme de coopération internationale nouvelle: abolir les droits douaniers pour une libre circulation du charbon et de l'acier.





Le **25 mars 1957**, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas signent à Rome deux traités: le premier crée la **Communauté économique européenne (CEE)**; le second crée la **Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom)**. Les nouvelles Communautés sont alors apparues comme un facteur de renforcement économique.

1er juillet 1968: Tous les droits et restrictions de douane sont supprimés entre les six États membres de la Communauté Économique Européenne, la CEE. Un tarif douanier commun remplace les droits de douane nationaux. Il s'applique aux produits en provenance du reste du monde. Les échanges commerciaux se multiplient entre les États concernés. Les investissements et la croissance économique s'accroissent pour les États qui font partie de la CEE.



KONRAD ADENAUER

Né à Cologne au sein d'une famille catholique en 1876, Konrad Adenauer suit des études de droit. D'abord avocat, il est élu maire de Cologne en 1917. La ville connaît alors un fort développement, qui renforce son influence politique. Depuis sa jeunesse, Adenauer est favorable à une union européenne, ce qui l'oppose aux nazis. Ces derniers lui retirent ses fonctions en 1933 et le contraignent à se réfugier à Rhöndorf.

ROBERT SCHUMAN

Homme politique français, Schuman est né le 29 juin 1886 à Luxembourg. Robert Schuman passe son enfance en Lorraine, sous la domination allemande. Après des études de droit, il est élu député de la Moselle en 1919, rejoignant les démocrates-populaires. Il occupe cette fonction jusqu'en 1940 pour devenir sous-secrétaire d'Etat pour les réfugiés jusqu'au début du mois de juillet. Emprisonné et déporté par les forces hitlériennes, il parvient à s'enfuir en 1942. Après la Guerre, il prend part à la création du MRP et, en tant que démocrate-chrétien, en devient l'un des principaux membres. Il est mort le 4 septembre 1963 à Scy-Chazelles.



ALCIDE DE GASPERI

Alcide de Gasperi est né en 1881 à Pieve Tesino, dans l'actuelle province autonome de Trente qui appartenait alors à l'Autriche. Boursier de l'Université de Vienne en 1900, le jeune homme obtient un doctorat de philosophie et de lettres. En 1911 il est élu député autrichien et défend l'italianité de sa province. Grâce au traité de paix de 1919 attribuant le Trentin à l'Italie, Alcide de Gasperi devient Italien. Il s'établit alors à Rome et est élu député du « Partito Popolare », un parti catholique ancêtre de la future Démocratie Chrétienne. Ses voyages en Allemagne le conduisent à nouer une amitié avec Adenauer, alors maire de Cologne.

Les années 80 et la construction européenne

Adhésion Irlande

Les années 80 de la Communauté économique européenne (CEE) ont été très riches en événements, en traités et en dates historiques. **L'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal** ont comme conséquence son élargissement. L'Acte unique européen est signé et ce traité donnera naissance, plus tard, au «**marché unique**», Erasmus voit le jour et, finalement, les années 80 s'achèvent avec la chute du Mur de Berlin! Tous ces événements ont été déterminants pour le processus de la construction européenne.

Hillery a précédé les négociations d'**adhésion de l'Irlande** avec d'autres visites dans les capitales des membres de la communauté pour s'assurer que l'Irlande entreprendrait les tâches politiques et obligations économiques de l'adhésion. La dernière séance de négociation a eu lieu le 18 janvier 1972. Le président, représentant permanent du Luxembourg aux Communautés européennes, Jean Dondelinger, a déclaré problèmes en suspens résolus et clôture de la procédure avec des toasts appropriés. La cérémonie de signature pour l'adhésion de l'Irlande à la CE a eu lieu au Palais d'Egmont de Bruxelles le **22 janvier 1972**. Trois pays deviennent de nouveaux membres: le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni.



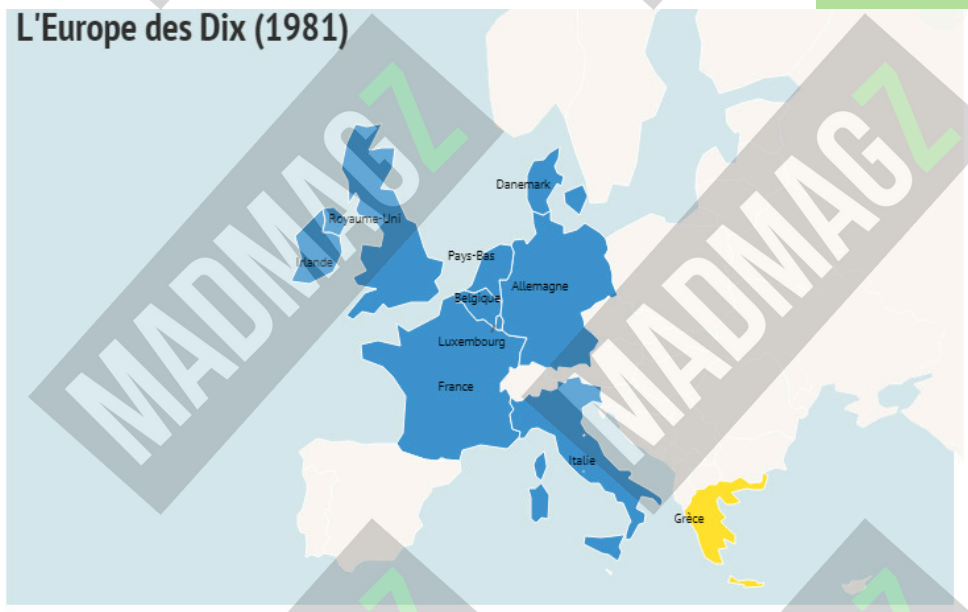
*à gauche:
Jack Lynch et Sean
Lemass*

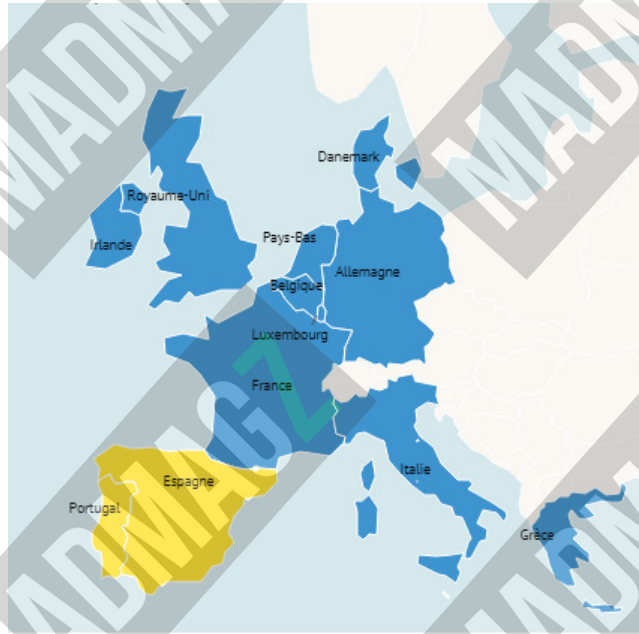
Adhésion Grèce

La procédure d'**adhésion de la Grèce à la CEE en 1981** augmente le nombre d'États membres à dix. Durant les années 1970, la fin de la dictature militaire en Grèce met fin à l'isolement diplomatique dans lequel s'était retrouvé le pays. Tout juste un an après la fin du régime autoritaire des Colonels, en 1975, la Grèce dépose sa candidature à la Communauté économique européenne et, en 1981, devient **le dixième État membre**. La Commission européenne a quelques réticences. On ne sait pas si la Grèce est "prête". Mais le président français Valéry Giscard d'Estaing soutient sa candidature.

Pour lui, *"on ne laisse pas Platon à la porte"*. Outre le caractère symbolique de l'adhésion, la position géographique de la Grèce est hautement stratégique, au carrefour des chemins migratoires et au plus près des Balkans, une zone alors sous tension. La Grèce bénéficiera à partir de 1981 des avantages de l'Union européenne, notamment des fonds structurels qui lui permettent de développer considérablement le pays.

L'Europe des Dix (1981)





Les Europe des douze (1981)

Adhésion du Portugal et de l'Espagne

Lors de la demande d'adhésion à la CEE, comme la Grèce, **l'Espagne et le Portugal sont deux pays qui sortent d'un régime dictatorial** et cherchent à stabiliser la démocratie récemment restaurée. Longtemps marginalisés sur la scène économique et politique européenne, l'Espagne et le Portugal souffrent en outre d'un fort retard industriel et agricole par rapport aux États membres de la Communauté européenne. L'adhésion à la CEE apparaît comme une réponse idéale aux difficultés que traversent ces régimes en transition. Jusqu'en 1975, le régime franquiste rend inenvisageable l'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes, fondées sur des **principes démocratiques et le respect des droits de l'homme**. L'Espagne dépose pour la première fois en 1962 une demande formelle d'association, mais la situation du pays contraint la Communauté européenne à la rejeter. La mort du général Francisco Franco, le 20 novembre 1975, ouvre la voie au changement politique. La mort du dictateur Franco puis la **libéralisation et la démocratisation du pays** permettent à l'Espagne de déposer sa candidature d'adhésion aux communautés européennes en 1977, soit un mois après l'organisation des premières élections législatives démocratiques.

L'Espagne dépose officiellement sa candidature d'adhésion à la Communauté européenne le 28 juillet 1977, soit un mois à peine après la tenue des premières élections législatives démocratiques. Finalement, après six années de négociations tumultueuses, elle devient **membre de l'Union européenne en 1985**, en même temps que le Portugal.

L'entrée de l'Espagne (ainsi que celle de la Grèce et du Portugal) est politiquement symbolique: *elle montre que la Communauté est ouverte à tous les pays européens dès lors qu'ils respectent ses principes fondamentaux*. En 1977, trois ans après la Révolution des Œillets, le gouvernement de Mario Soares dépose officiellement la candidature du Portugal. L'insurrection militaire et la **"révolution des Œillets" du 25 avril 1974** balaie le régime autoritaire institutionnalisé en 1933 par António de Oliveira Salazar. La jeune démocratie portugaise dispose d'un grand capital de sympathie à l'étranger et Mário Soares, le nouveau ministre des Affaires étrangères et

bientôt chef du gouvernement, sillonne l'Europe pour plaider en faveur de la vocation communautaire de son pays. Inaugurées le 17 octobre 1978, les longues et difficiles négociations d'adhésion débouchent sur la signature, le 12 juin 1985 à Lisbonne, de **l'acte d'adhésion du Portugal** à la Communauté européenne qui entre en vigueur le **1er janvier 1986**. Cette adhésion lui permet d'installer durablement la démocratie et favorise son développement économique. Le 1er janvier 1986, **l'Espagne et le Portugal entrent dans la Communauté européenne** qui devient **"l'Europe des Douze"**.



17 février 1986: signature de l'Acte unique européen

A

u début des années 1980, **l'Europe traverse une période de crise** et de doute, Reagan a été élu sur son slogan «America first», l'URSS se fait plus menaçante et la réussite économique du Japon souligne plus encore les faiblesses de l'Europe.

Sous l'impulsion de Jacques Delors, président de la Commission, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze décident de relancer la construction européenne par **l'Acte unique signé en Février 1986**. Le 21 novembre 1986, Jacques Delors, président de la Commission européenne, trace les enjeux pour l'Europe de la mise en œuvre de l'Acte unique européen. Dans son discours il affirme:

«Mais cet espace sans frontières que nous voulons construire, n'a-t-il pas pour finalité dernière la libre circulation des Européens? Leur rassemblement? Pour qu'ils puissent travailler ensemble, créer ensemble, et pas seulement dans le domaine économique. L'effort économique ne vaudrait rien, sans ce supplément d'âme qui proviendra de l'échange culturel, du sentiment d'appartenance à un ensemble commun, sans rien renier de nos patries respectives».

Grâce à l'action d'hommes politiques comme Jacques Delors, l'Acte unique européen est signé. Ce traité sert de base à un vaste programme de six ans destiné à supprimer les entraves à **la libre circulation des marchandises**, donnant naissance au «**marché unique**». Le fonctionnement des institutions est modifié: le vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'UE est généralisé pour toutes les questions touchant au marché intérieur. Le Parlement européen voit son rôle renforcé. Ces modifications sont en partie destinées à achever le marché unique, conformément au programme présenté par Jacques Delors. L'Acte unique porte ce nom parce qu'il réunit dans un même texte les modifications apportées aux traités communautaires et la formalisation de la coopération européenne en matière de politique étrangère. Et, en plus des mécanismes visant à rapprocher les politiques étrangères, **il étend le champ d'application du Traité de Rome à la technologie et à l'environnement**. Il fixe au **1er janvier 1993 la mise en place du marché unique**, dans lequel circuleront sans aucune limitation les personnes, les capitaux, les marchandises et les services.



15 juin 1987: début du programme Erasmus

E

n 2019, être Européen ce n'est pas seulement se déplacer comme on le souhaite pour les vacances, c'est aussi pouvoir partir étudier, faire un stage ou un volontariat dans l'un des 33 pays du **programme Erasmus +**. Et cela a été possible grâce au programme Erasmus. Le programme de mobilité Erasmus a fêté ses 30 ans en 2017 et il a permis à plus de 3 millions d'étudiants européens d'en profiter.

En 1987, la Commission européenne lance des mesures destinées à faciliter les échanges d'étudiants entre les universités européennes. D'où vient ce nom? **Le programme Erasmus tire son nom du savant néerlandais Erasme** qui sillonna l'Europe au XVe siècle mû par une grande soif de connaissance. L'action est baptisée du nom d'un humaniste de la Renaissance car il est célèbre pour **ses voyages et son esprit d'ouverture**. Véritable phénomène culturel, Erasmus est devenu l'étendard de l'esprit européen. Le programme Erasmus repose sur une initiative communautaire. Dès 1971, les ministres de l'Éducation des neuf pays de la Communauté européenne s'accordent sur le principe d'une coopération dans le domaine de l'éducation. L'objectif central est alors de parvenir à une meilleure connaissance des systèmes éducatifs en Europe et de renforcer les relations. Il faut attendre l'arrivée de Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, en 1985, pour donner une nouvelle impulsion au **projet qui finit par voir le jour en 1987**. Mais depuis 2014, le programme Erasmus est devenu Erasmus+. Il regroupe désormais les autres programmes de mobilité européens. Il n'est donc plus seulement réservé aux étudiants: apprentis, formateurs, demandeurs d'emploi, jeunes diplômés, collégiens et lycéens peuvent également en bénéficier. *Bénéficiaire du programme Erasmus +, c'est d'abord faire un grand pas vers l'autonomie. Partir loin de sa famille et de ses amis, c'est certainement le plus grand défi. C'est aussi s'adapter à une culture nouvelle, apprendre à maîtriser une autre langue au quotidien, et surtout apprendre à vivre avec des jeunes de toute l'Europe.*



L'espace Schengen

A

u cours des années 80, un débat s'est ouvert au sein de l'Union européenne sur **la signification de la notion de "libre circulation des personnes"**.

C'est ainsi qu'en 1985 la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont décidé de créer entre eux **un territoire sans frontières, appelé l'espace "Schengen"**, du nom de la ville luxembourgeoise où furent signés les premiers accords le 14 juin. La Convention d'application est signée le **19 juin 1990**. Entrée **en vigueur en 1995**, elle permet d'abolir les contrôles aux frontières intérieures entre les cinq États signataires. Les cinq pays signataires ont été rejoints par **l'Italie** (27 novembre 1990), **l'Espagne et le Portugal** (25 juin 1991), **la Grèce** (6 novembre 1992), **l'Autriche** (28 avril 1995) puis par **le Danemark, la Finlande et la Suède** (19 décembre 1996). En 2019, regroupant 26 États européens, l'espace Schengen autorise la libre circulation des personnes et harmonise les contrôles des voyageurs en leur sein.



Mur Berlin - de la construction à la destruction du Mur de Berlin

D

ans la nuit du 12 au 13 août 1961 est érigé en plein Berlin ce qui deviendra l'un des symboles physiques de la Guerre Froide: le Mur de Berlin. En 1989, la chute inattendue du Mur de Berlin bouleverse l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale.

Le Mur de Berlin est une page de l'Histoire à lui tout seul. La nuit du 9 novembre 1989 est une nuit historique dans l'histoire de l'Allemagne, de l'Europe, et même du monde. C'est en effet cette nuit-là que **le Mur de Berlin est ouvert**, permettant aux Allemands de l'Est de passer à l'Ouest, et marquant **le début de la chute du Rideau de fer** et la fin de la bipolarisation du monde. En effet, le 9 novembre 1989 Günter Schabowski accorde une conférence de presse retransmise en direct par la télévision du centre de presse de Berlin-Est, à une heure de grande écoute. Lors de cette conférence, il déclare:

"Les voyages privés vers l'étranger peuvent être autorisés sans présentation de justificatifs – motif du voyage ou lien de famille. Les autorisations seront délivrées sans retard. Une circulaire en ce sens va être bientôt diffusée. Les départements de la police populaire responsables des visas et de l'enregistrement du domicile sont mandatés pour accorder sans délai des autorisations permanentes de voyage, sans que les conditions actuellement en vigueur n'aient à être remplies. Les voyages y compris à durée permanente peuvent se faire à tout poste frontière avec la RFA".

Cette disposition est extraite d'un projet de décision du conseil des ministres qui n'a pas encore été approuvé et qui ne devait être communiqué que le lendemain! Diffusée dans de nombreux médias allemands, la nouvelle amène plusieurs milliers de Berlinoises à se presser au postes-frontières situés le long du mur. C'est ainsi que, sans ordre concret des autorités et sous la pression de la foule, un point de passage est ouvert peu après 23h, suivi d'autres points de passage tant à Berlin qu'à la frontière avec la RFA, marquant la chute du Mur de Berlin, dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 novembre 1989. Cet événement reste marqué dans l'histoire allemande sous le nom de "**die Wende**" (**le tournant**). Les réactions de la population berlinoise sont surtout visibles le lendemain. Des files de voitures s'embouteillent en direction de l'Ouest et une véritable marée humaine se presse près de la porte de Brandebourg, sur et autour du Mur. Helmut Kohl, Chancelier de la RFA, annonce dès le 28 novembre 1989 un plan en dix points visant **la réunification**. Ainsi, le 12 septembre 1990 est signé **le Traité de Moscou** qui rend sa pleine souveraineté à l'Allemagne et **le 3 octobre de la même année, les deux Allemagnes (RFA et RDA) sont officiellement réunifiées**. Mais les conséquences de la chute du Mur dépassent largement les frontières allemandes car elle entraîne, en effet, le démantèlement de l'empire soviétique.



L'Union Européenne des années 1990-2019

Les dates les plus importantes:

1992 – Traité de Maastricht

2001 – Traité de Nice

2002 – L'introduction de l'euro

2007 – Traité de Lisbonne

2012 - Prix Nobel de la Paix pour l'UE



Les étapes d'élargissement:

- 4^{ème} élargissement:
Autriche, Suède, Finlande (**1995**)
- 5^{ème} et 6^{ème} élargissements:
Chypre, République tchèque,
Estonie, Hongrie, Lettonie,
Lituanie, Malte, Pologne,
Slovaquie, Slovénie (**2004**)
Bulgarie, Roumanie (**2007**)
- 7^{ème} élargissement:
Croatie (**2013**) .

Processus d'adhésion de la Pologne:

La **disparition progressive du bloc de l'Est**, avec la chute du mur de Berlin en 1989 a permis au continent européen de se réunifier. Treize pays de l'Europe se sont ainsi lancés dans les années 90 dans un processus d'adhésion à l'Union européenne : Chypre, Malte, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie.

La voie de la Pologne à l'Union Européenne:

- **1998-1999**, comparaison du droit polonais avec le droit européen, le processus d'examen des documents et de révision législative;
- Le développement des conditions de négociation;
 - La Pologne rejoint l'Académie et commence l'éducation dans le domaine du droit européen;
 - Le **traité d'adhésion**, toutes les provisions reconnues au fil des ans;
 - le rituel à Copenhague - **les 12 et 13 décembre 2002**, le traité d'adhésion a été signé **le 16 avril 2003** à Athènes;
 - La Pologne adhère à l'Union européenne le **1er mai 2004**.

Le **31 mars 1998**, les négociations d'adhésion ont démarré avec les six pays les mieux préparés: Chypre, Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovénie. Ensuite, **le 15 février 2000**, six autres pays ont suivi: la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Roumanie et la Slovaquie. Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont décidé, lors du **Conseil européen de Copenhague de décembre 2002**, tous ces pays respectaient les critères pour entrer dans l'Union européenne. Ils leur ont alors proposé d'intégrer l'Union européenne **le 1er mai 2004**. Le 16 avril 2003, le traité d'adhésion de ces 10 pays a ainsi été signé à Athènes.



7 février 1992: signature du traité de Maastricht qui crée l'Union européenne.

À Maastricht est signé en février le traité sur l'Union européenne. Celle-ci est constituée de **3 piliers**: les Communautés (CECA, CE, CEEA), la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), la coopération en matière de Justice et d'affaires intérieures (JAI). Par ailleurs, la CEE devient la **Communauté européenne (CE)**. Dans ce traité de Maastricht, **une citoyenneté européenne** est instituée, les pouvoirs du Parlement européen sont renforcés, et l'**Union économique et monétaire (UEM)** est lancée. Le traité de Maastricht entre en vigueur le **1er novembre 1993**.



1er janvier 1995:

La Suède, l'Autriche et la Finlande viennent grossir les rangs de l'Union, qui compte désormais **quinze membres**. Les Norvégiens, consultés par référendum, refusent l'entrée dans l'Union.

26 mars 1995:

Entrée en vigueur des **accords de Schengen sur la libre circulation** des personnes et des marchandises entre sept Etats: Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas et Portugal.

1995-96

15-16 décembre 1995:

Le Conseil européen adopte le nom de la future **monnaie unique** et précise les modalités de passage à l'euro.

14 décembre 1996:

Adoption du **pacte de stabilité et de croissance** destiné à accompagner l'union économique et monétaire.



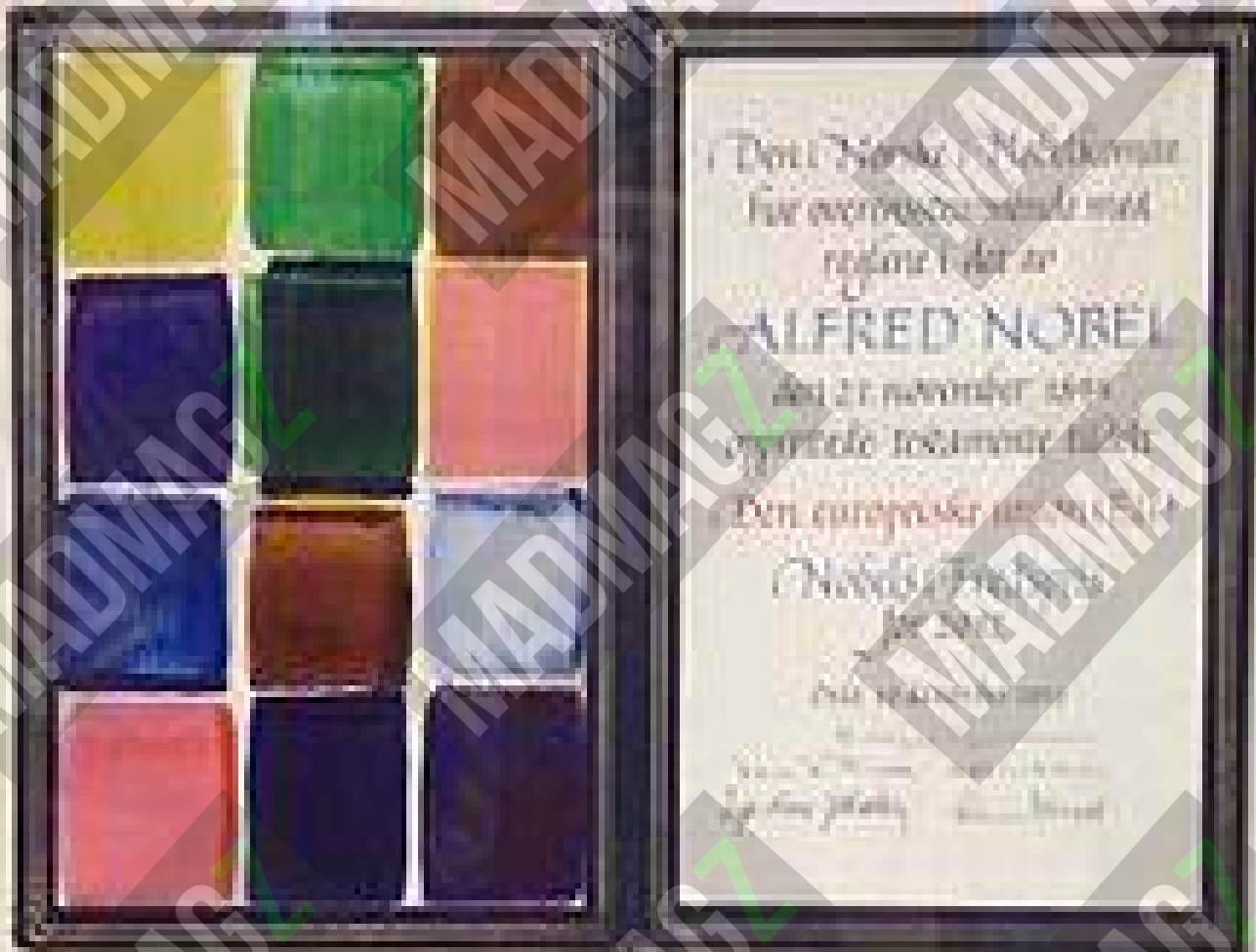
L'Euro

1er janvier 1999: l'euro devient la monnaie unique de 11 des États membres.

Onze États forment à cette date la "**zone euro**": Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Allemagne. L'euro devient alors officiellement leur monnaie légale. La Grèce les rejoindra le 1er janvier 2001, la Slovénie le 1er janvier 2007, Chypre et Malte le 1er janvier 2008, la Slovaquie le 1er janvier 2009, l'Estonie le 1er janvier 2011, la Lettonie le 1er janvier 2014 et la Lituanie le 1er janvier 2015, faisant ainsi **passer à 19 le nombre de pays de la zone euro**. Les pièces et les billets en euro n'ont été mis en circulation que **le 1er janvier 2002**. Mais les particuliers pouvaient déjà payer leurs impôts ou émettre des chèques en euros dès 1999.

2002:

Depuis le 1er janvier 2002 l'Euro est le moyen de paiement officiel dans **12 des 15 États membres** (seul le Danemark, la Suède et le Royaume-Uni ne font pas partie de la zone euro).



Le Prix Nobel.

Le **prix Nobel de la paix 2012** est attribué à l'Union Européenne, en tant que personne morale, pour l'ensemble de ses actions en faveur «*de la paix et de la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe*», de la fondation de la CECA en 1952, à l'extension de la CEE, puis de l'UE, de 6 à **28 États membres**.

«L'Union européenne et ses prédécesseurs ont, au cours de ces six dernières décennies, contribué à promouvoir la paix, la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe.»

- Déclaration du Comité Nobel -

